

Résumé de « Un autre monde » de Joseph Stiglitz

Joseph E Stiglitz, économiste en chef, vice-président de la Banque Mondiale de 1997 à 2000, Prix Nobel d'économie en 2001 traite dans l'ouvrage « un autre monde » paru en 2006 les différentes facettes de la mondialisation et formule une panoplie de propositions concrètes pour en réduire les déséquilibres et les inégalités.

STIGLITZ ne remet pas en cause la mondialisation mais la façon dont elle est organisée, qu'il considère injuste car elle profite surtout aux pays développés au détriment des pays en développement. Partant de ce constat, l'ouvrage propose, comme le reflète la douzaine d'extraits ci-dessous présentés, des solutions pour une mondialisation, moins violente, plus juste en direction notamment d'un marché mieux régulé, d'un commerce extérieur mondial plus équitable, d'une protection de la propriété intellectuelle prenant en compte les contraintes des pays pauvres, d'une activation des efforts de préservation de l'environnement ainsi que d'une gestion prudente de l'endettement.

1. Un autre monde est possible et la promesse de développement

- « **L'économie n'est pas un jeu à somme nulle. Nous pouvons restructurer la mondialisation au bénéfice de tous**, les populations du monde développé comme celles du monde en développement, les générations actuelles comme les générations futures - même si certains intérêts particuliers vont y perdre, donc vont résister à ces changements. Nous pouvons avoir des économies et des sociétés plus fortes, qui accordent plus d'importance à des valeurs comme la culture, l'environnement et la vie.»
- « **Il n'y a pas de solution magique, pas de prescription simple...La déception causée par l'échec d'une stratégie, nourrit l'espoir dans le succès de la suivante.** L'important, c'est l'éducation, a-t-on dit. Mais s'il n'y a pas d'emplois pour ceux que l'on a éduqués, il n'y aura pas de développement. L'important, c'est que les pays développés ouvrent leurs marchés aux pays pauvres. Mais si les pays en développement n'ont ni routes, ni ports pour faire parvenir leurs produits jusqu'à ces marchés, à quoi bon? »
- « La mondialisation – sous la forme d'une croissance dynamique par l'exportation – a contribué à sortir de la pauvreté les pays d'Asie orientale. C'est bien la mondialisation qui a rendu cela possible, en ouvrant à ces pays les marchés internationaux et en leur assurant l'accès à des technologies qui leur ont permis d'accroître considérablement leur production. **Mais ils ont su gérer la mondialisation : ils ont été capables d'en profiter sans se laisser exploiter par elle, et c'est cela qui explique l'essentiel de leur succès.** »
- « **La mondialisation pratiquée par les pays de l'Asie orientale** « a été dosée, étalée et l'Etat est intervenu, prudemment mais sur tous les plans dans l'économie. Il a développé simultanément l'enseignement primaire et l'enseignement supérieur...Il a investi massivement dans l'infrastructure...Mais il ne s'est pas limité à la liste des missions ordinaires de l'Etat. Les Etats d'Asie orientale ont joué un rôle important sur d'autres plans : ils ont planifié et stimulé le

progrès technologique, en choisissant quels secteurs leur pays allait développer au lieu de laisser le marché en décider. »

2. Rendre le commerce équitable

- « Dix ans après l'Uruguay Round, les subventions assurent plus des deux tiers du revenu agricole en Norvège et en Suisse, plus de la moitié au Japon, un tiers dans l'Union Européenne. Pour certaines cultures comme le sucre et le riz, leur part monte jusqu'à 80% du revenu. **La somme des subventions agricoles américaines, européennes et japonaises (dont les aides dissimulées comme celles de l'eau), sans être supérieure au revenu total de l'Afrique subsaharienne en représente au moins 75%**, ce qui rend presque impossible aux agriculteurs africains d'être concurrentiels sur les marchés mondiaux. La vache européenne moyenne reçoit une subvention de 2 dollars par jour.
- « **L'un des principaux objectifs de l'OMC consiste à égaliser les conditions du commerce** ; les subventions introduisent des distorsions, c'est pourquoi les pays sont autorisés à y réagir par des droits compensateurs et ils devraient le faire aussi bien pour les subventions cachées (comme ne pas obliger les entreprises à réparer les dommages qu'elles causent à l'environnement) que pour celles qui sont versées ouvertement. »
- « **La libéralisation des échanges reste potentiellement capable d'améliorer la situation de la grande majorité, sinon de tous.** Le commerce extérieur n'est pas un jeu à somme nulle où les gains des uns sont les pertes des autres. Il est, ou du moins peut être, un jeu à somme positive où chacun peut être gagnant. Pour que ce potentiel se concrétise, nous devons rejeter deux vieux postulats sur la libéralisation des échanges : qu'elle aura automatiquement pour effet de stimuler le commerce et la croissance, et que la croissance « ruissellera » automatiquement au profit de tous. Ces deux postulats ne sont compatibles ni avec la théorie économique, ni avec l'expérience historique. »

3. Lever la malédiction des ressources

- « **Les Etats riches en ressources ont tendance à être prodigues.** L'argent facile se dépense facilement. Certes, faire bon usage de l'argent est un problème pour tous les Etats. Les dépenses clientélistes - celles qui financent des projets sans autres intérêts que la satisfaction d'un électorat précis - sont bien établies dans beaucoup de démocraties, pour ne pas dire toutes. Les pesanteurs politiques sont aussi présentes dans les pays en développement et dans les pays développés- mais les premiers ne peuvent se permettre de tels gaspillages. »
- « Parmi les pays développés, **la Norvège est un modèle de bonnes pratiques.** Le pétrole représente près de 20% de son PIB et 45% de ses exportations. Sa compagnie pétrolière publique (qui vient d'être en partie privatisée) est efficace. Plus important : la Norvège a bien compris que ses ressources sont limitées - son pétrole et son gaz devraient s'épuiser dans soixante-dix ans - et elle a épargné une grande partie des recettes de leur vente dans un fonds de stabilisation de 150 milliards de dollars qui pèse aujourd'hui environ la moitié de son PIB. »

4. Sauver la planète

- « **Le réchauffement de la planète est un problème mondial, et pourtant personne ne veut payer pour le résoudre** ; chacun veut bénéficier gratuitement des efforts des autres. Mais il est dans l'intérêt de tous que le monde unisse ses forces pour faire quelque chose »
- « L'enjeu est capital. Les Etats Unis et les pays occidentaux se sont montrés prêts à risquer gros pour empêcher la prolifération des armes nucléaires. La menace que fait peser sur le monde le réchauffement du climat est manifestement assez grave pour justifier que l'on risque le déplaisir d'un Etat voyou qui paraît prêt à compromettre le bien-être de toute la planète à seule fin de maintenir son mode de vie prodigue en émissions. »

5. Le fardeau de la dette

- « **La libéralisation des marchés des capitaux**, que le FMI a vivement conseillé, ou imposée, aux pays en développement, a exposé ceux-ci à davantage de risque et d'instabilité tout en limitant leur capacité de réagir. (S'ils baissent les taux d'intérêt pendant une récession, par exemple, ils risquent de provoquer une hémorragie financière, une fuite des capitaux hors de leur territoire).
- « **L'emprunt apporte plus de problèmes que de richesse**. Il est clair que pour de nombreux pays en développement, le coût de la dette a dépassé ses bénéfices. L'Amérique latine a connu au début des années 1990 une croissance rapide financée par l'endettement, mais ce qu'elle a perdu à la fin de la décennie est très probablement supérieur au bénéfice de cette croissance ; une bonne partie de la dette a financé une consommation effrénée, et si l'essentiel des profits est allé à des milieux déjà extrêmement prospères, l'essentiel des coûts de la crise qui a suivi a été supporté par les travailleurs et les petits entrepreneurs. »
- « L'Asie orientale a réussi bien de choses. **L'une d'elles a été d'épargner énormément et d'emprunter peu**. Ce n'est que lorsqu'elles ont commencé à emprunter à l'étranger, à la fin des années 1980, que la Corée du Sud et la Thaïlande ont eu des problèmes. Pour ces pays, la crise de la dette n'était vraiment pas nécessaire, étant donné le taux d'épargne qu'ils avaient. Tout calcul raisonnable situerait les coûts bien au-dessus des bénéfices

Conclusion

Le livre de Stiglitz a suscité, lors de sa diffusion en 2006, beaucoup d'intérêt compte tenu des importantes responsabilités que ce dernier a assumées dans l'administration américaine et dans la Banque Mondiale. Bien que depuis, d'importants changements sont intervenus dans l'économie mondiale, beaucoup de ses appréciations demeurent d'une grande actualité faisant de son livre une référence de qualité. La fiche de lecture téléchargeable **ci-après** donne des indications très pertinentes sur le contenu de cet important ouvrage.

[Fiche de lecture à télécharger](#)

Forum Ibn Khaldoun le 16 novembre 2020